

Renault encourage le télétravail le 5/12
Une incitation très intéressée

l'étincelle

Retraites chapeau :
Le régime spécial des dirigeants de Renault qui ne va pas disparaître

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 3 décembre 2019

Réforme des retraites : Ça sent la mise aux poings

Macron et ses ministres s'agitent en tous sens, pour éviter la propagation de l'incendie après la grève du 5 décembre. Alors le gouvernement sort ses éternels refrains : les grévistes seraient des « privilégiés », qui se battraient pour « conserver les inégalités ». De la part de ce président des riches et de ses ministres millionnaires, dont la politique ne cesse d'accroître les inégalités, c'est culotté. Cela donne des raisons supplémentaires de se retrouver tous ensemble ce jeudi en grève et dans la rue.

De l'exaspération à la coagulation

Depuis quelques temps, les signes d'exaspération se multiplient : révolte des Gilets jaunes, grèves dans les hôpitaux publics depuis neuf mois, grève des enseignants en juin, grèves « surprise » à la RATP et à la SNCF en septembre-octobre, manifestation des pompiers, grèves et manifestations des étudiants contre la précarité en novembre, grève à Radio France... À ces mouvements, le gouvernement n'a répondu que par le mépris, quand ce n'était pas par la répression pure et simple.

« Puisqu'il en est ainsi, nous coagulerons ! » C'est ainsi que le Collectif inter-urgences, initiateur des grèves hospitalières, a intitulé son appel à se joindre au 5 décembre, en réponse au énième « plan » de Macron et de sa ministre Agnès Buzyn pour « sauver » l'hôpital public. En guise de sauvetage, le gouvernement, en effet, ne propose rien d'autre que de poursuivre sa politique d'économies budgétaires, tout juste maquillée par quelques primes pour certaines catégories de personnels. De quoi s'énerver et « coaguler » !

Tous concernés, tous mobilisés

Cette réforme des retraites touchera tous les salariés du privé et du public. Avec son système par points, le gouvernement voudrait pouvoir bloquer ou baisser les pensions de retraite quand il veut, comme il vient de le faire avec les allocations chômage.

Le gouvernement, qui anticipe le succès de la grève du 5, espère tenir en laissant s'épuiser le mouvement. Sans parler de ses explications

embrouillées et contradictoires sur les retraites : « réformer, moins réformer, plus tard mais maintenant, en étant compréhensif mais ferme... » Autant d'entourloupes pour nous faire travailler plus longtemps pour des pensions plus faibles.

Il faut se saisir du 5 décembre en faisant grève et en manifestant dans la rue. L'heure n'est plus à la grève par délégation, mais au tous ensemble. À nous de faire en sorte que ce mouvement soit assez massif pour qu'il gagne.

Ce n'est qu'un début...

Le 5 décembre n'est qu'un début. D'ores et déjà, la grève s'annonce comme illimitée dans certains secteurs (RATP, SNCF... sans parler des services hospitaliers où la grève dure depuis des mois). Sans attendre le feu vert des directions syndicales, réalisons nous-mêmes l'unité combative du monde du travail, en poursuivant le mouvement partout où c'est possible et en nous coordonnant à la base.

En défendant nos retraites, défendons aussi nos salaires, nos conditions de travail et de vie. Nous n'en pouvons plus de cette politique du gouvernement qui sert principalement ces ultra-riches, ces « premiers de cordée » comme dit Macron, qui touchent des milliards d'exonérations fiscales et des centaines de milliards de profits.

Quand on voit Bernard Arnault, riche de près de 100 milliards d'euros, s'offrir le joaillier américain Tiffany pour 15 milliards, on se dit que, décidément, il y a de l'argent pour nos retraites et nos salaires, pour les hôpitaux et les transports publics. Alors c'est le moment de dire « Stop ! ». Et de passer à la contre-offensive.

Flash mob

Par Flash Info, la direction invite les salariés à faire du télétravail le 5 décembre. Elle espère ainsi réduire au maximum l'impact de la grève sur l'activité des sites Renault. Les salariés, eux, ont plus intérêt à faire grève qu'à faire du télétravail. Pour ne pas subir les conséquences d'une nouvelle réforme des retraites, c'est le moment de lever le nez du guidon.

Recommandé sans avis de réception

La direction « recommande » aux salariés Renault (ainsi qu'aux prestataires, stagiaires et intérimaires) de privilégier le télétravail le 5 décembre « en accord avec [leur] hiérarchie ». Tant pis pour ceux qui ne peuvent pas faire de télétravail ou dont la hiérarchie ne veut pas en entendre parler. Travaille à distance ou débrouille-toi pour venir au Technocentre, mais travaille coûte que coûte. On a compris le message.

La retraite, c'est maintenant

Pour les plus jeunes, la retraite ce serait loin. En fait, chaque salarié quel que soit son âge cotise aujourd'hui environ 20 % de son salaire pour les caisses de retraites (cotisations totales salarié et employeur). 20 % de son salaire, ça vaut le coup de s'intéresser aux réformes actuelles sur la retraite !

Pacte avec le diable

Le gouvernement vient de défiscaliser les versements aux PERCO, ces Plans d'Épargne Retraite Collectif d'entreprise comme celui de Renault. C'est un des objectifs de la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises). D'un côté, le gouvernement s'attaque à la retraite par répartition sous prétexte de la sauver. De l'autre, il encourage la retraite par capitalisation. CQFD.

Retraite chapeau pour gros bonnet

La loi PACTE assouplit aussi les conditions de versement des retraites chapeau, ces retraites supra légales versées aux cadres dirigeants pour les attirer et les fidéliser. Renault a donc modifié son régime de retraite chapeau accordé aux membres du Comité Exécutif... et financé par le reste des salariés. Pas question de le supprimer. Voilà au moins un régime spécial qui échappera aux foudres du gouvernement.

Marché de Noël et marché de dupes

Plusieurs syndicats du Technocentre organisent un rassemblement mercredi 4 décembre à 12h dans le hall de la Ruche, juste entre les cabanes du marché de Noël. L'occasion de montrer son inquiétude ou son opposition face à la dégradation des retraites (recul de l'âge de départ, baisse des pensions, hausse de la durée de cotisation...) ou tout simplement d'échanger et de s'informer. Pour défendre sa retraite, il ne faudra pas compter sur le père Noël.

Un jeu de cache cash

Pour sauver le soldat Free Cash Flow, Renault multiplie les opérations comptables. Gonflement des transferts de cash de RCI Banque vers Renault, retards de paiement des fournisseurs... Qu'importe les conséquences sur leurs salariés, tant qu'il y aura un joli bilan pour les actionnaires de Renault.

BCG obligatoire

Et un nommé de plus ! Le Conseil opérationnel de l'Alliance Renault-Nissan vient de nommer Hadi Zablit au nouveau poste de Secrétaire général de l'Alliance. Depuis 2000, Zablit travaillait pour le Boston Consulting Group (BCG). Ça aide. Il en a même été nommé Directeur Associé en 2009, avant de revenir chez Renault en 2017. Mais encore plus de directeurs ne fait toujours pas de « nouveau souffle ».

A (hy)bride abattue

Ghosn avait stoppé l'hybride au profit du tout électrique. Désormais, Renault change de braquet. Et ça urge. Les membres du projet « E-Tech Gen2 » disposent de trois ans pour sortir un moteur hybride. Rien ne sert de courir, il eut fallu partir à temps...

Une modulation qui ne passe pas

En 2020, Vestalia voudrait imposer une modulation du temps de travail à une partie des salariés qui assurent la Logistique du TCR, notamment au CRP. Leur temps de travail hebdomadaire pourrait varier de 21 à 45 heures selon l'activité. Perte de primes de panier en période basse, pas de paiement d'heures supplémentaires en période haute, impact sur la vie privée... Il n'y a que la direction qui y gagne.

Chômage 4.0

Renault a annoncé la fermeture pour un mois de l'usine de Douai, du 20 décembre au 20 janvier. En attendant le miracle du Véhicule Électrique supposé relancer l'activité du site après le non renouvellement de plusieurs véhicules haut de gamme, ce sont plus 3 000 salariés qui vont être mis au chômage technique et des centaines d'intérimaires en fin de mission. « La révolution 4.0 est le moteur d'une usine connectée, agile et compétitive » promettait Renault. A Douai, c'est plutôt l'usine déconnectée.

Daimler d'atterrissage

Après les 9500 suppressions d'emplois annoncées par Audi d'ici 2025, c'est au tour de Daimler de vouloir supprimer 10 000 emplois d'ici 2022 (dont 1100 postes d'encadrement). Daimler veut aussi réduire ses investissements dans le véhicule autonome : trop d'« incertitudes quant au retour sur investissement » pour son président. Daimler vient pourtant de faire 2,69 milliards d'euros de bénéfices au 3^{ème} trimestre 2019. Pas encore assez visiblement.